

REVUE DES REVUES

Dans cette rubrique, sont présentées les revues paraissant en Algérie et à l'Etranger et qui sont parvenues au Crasc sous forme de don, d'échange, d'abonnement ou tout simplement achetées par le centre de documentation.

Dans ce numéro, le choix s'est porté essentiellement - mais non exclusivement - sur les revues algériennes parues en 1998. Il s'est agi de signaler et de saluer l'effort qui est fait pour rendre accessible la production scientifique nationale en sciences sociales et humaines dans notre pays.

Revue algérienne d'économie et de gestion, n°2, mai 1998 ***Institut des sciences commerciales, Université d'Oran***

Ce numéro est consacré à la suite des travaux réalisés par l'équipe de recherches qui travaille sur *l'Etat, l'Entreprise et l'économie de marché*. Les contributions présentées concernent les relations nouvelles que les agents économiques sont appelés à développer dans le cadre de la construction de l'économie de marché tant en Algérie que dans les anciens pays de l'Est.

Il faut signaler également cette louable initiative que constitue, par ces temps de difficultés que connaît la circulation de l'information scientifique, la présentation des thèses soutenues à l'Institut.

Fouad Soufi

Revue de Géographie et d'Aménagement d'Oran, n°1, 1998 ***Laboratoire des dynamiques territoriales. Institut de Géographie et d'Aménagement, Université d'Oran***

Dernière née des revues de l'Université d'Oran, la R.G.A.O. reprend le terrain laissé vacant par les disparitions successives des *Annales algériennes de géographie*, des *Cahiers d'aménagement de l'espace* et des *Cahiers géographiques de l'Ouest*. Les sept articles qui la composent nous informent d'abord de l'état des recherches en géographie et des différents centres d'intérêt qui préoccupent la nouvelle vague de géographes.

En analysant les aspects du dysfonctionnement urbain d'Oran, Abed Bendjelid et Driss Benchehida font une présentation critique de la production géographique entre 1975 et 1991. Nos auteurs décèlent deux grands axes de recherches : l'analyse de l'ancien tissu urbain et les nouvelles périphéries urbaines.

Dans le premier axe, sont étudiés les quartiers anciennement marginalisés (Petit Lac et Planteurs), la place et le développement des anciens faubourgs (El Hamri / Lamur, Médioni, El Maqqari / Saint-Eugène et Eckmühl) et les quartiers du centre ville.

Les recherches sur les noyaux agglomérés situés à l'extérieur du tissu urbain ont répondu au besoin de comprendre la dynamique urbaine locale et ses conséquences.

Le dysfonctionnement urbain relevé au sein de l'agglomération oranaise s'explique par une politique foncière et immobilière incohérente, consécutive à l'application de la loi de 1981 portant cession des Biens de l'Etat et la reconquête du centre ville. Le registre de commerce aurait pu être l'outil d'une possible réorganisation de l'espace urbain oranais face à l'explosion du commerce de détail. Cette image d'une ville qui s'enfoncé progressivement vers le modèle de la ville des pays sous-développés est la résultante de l'impossibilité des structures de l'Etat de faire respecter ses propres textes réglementaires.

Les travaux des géographes ont fait apparaître le début d'une ségrégation spatiale résidentielle dans la périphérie et ont ouvert de nouvelles pistes de recherches sur l'éclatement des espaces bâtis, l'émergence de l'esprit de quartier, les stratégies familiales de mobilités résidentielles, les enjeux fonciers etc.

L'article de Fadéla Gacem, «*Hai Louz, conditions de vie des habitants dans un quartier illicite d'Oran*» est certainement une des meilleures illustrations du renouveau des études géographiques, au moins à Oran. L'enquête est conduite avec autant de pertinence que de naïveté. Vouloir trouver de la légalité dans le spontané ne sert jamais qu'à démontrer la pertinence de l'intervention ultra-prudente des pouvoirs publics et sa logique. Il y a alors beaucoup de naïveté à prendre le pays légal pour le pays réel et reprendre ainsi à son compte les euphémismes du discours officiel. *L'habitat précaire* ne peut cacher la réalité du *bidonville* même si l'on a affaire à des constructions en dur. Cette étude fait la démonstration du rapport de force et des relations de fait qui s'établissent entre une population qui décide de prendre en charge ses problèmes et une administration qui finit par reconnaître un état de fait. L'illicite est rejoint par le légal et le droit officialise le réel.

Les autres études tant de géographie urbaine que de géographie physique (pour conserver les découpages académiques classiques) de Mohamed Hadeid (la zone industrielle de Saïda), de Mohamed Nadir Belmahi (Tlemcen), de Sid Ahmed Bellal (le bassin de l'oued Mohgoun/Arzew), de Ouassini Dari (monts des Traras) et Smail Hani (plateau de Mostaganem) constituent autant de nouveaux acquis d'une recherche géographique encore en formation mais déjà dynamique et volontaire.

Fouad Soufi

Parmi les autres revues universitaires, il nous plaît de signaler la parution de :

Langues et littératures, n°8, 1998

Revue de l'Institut des Langues étrangères, Université d'Alger

En arabe, en allemand, en anglais, en français et en russe, est présenté un état de la recherche et des centres d'intérêt des enseignants chercheurs de l'I.L.E. d'Alger. Sont donnés à lire, des travaux sur des écrivains (l'Irlandais James Joyce, les Américaines Toni Morrison, et Alice Walker, le Guinéen Camara Laye, le Congolais Soni Labou Tansi, le Syrien Hanna Mina et l'Algérien Rachid Boudjedra) ainsi que sur des questions de syntaxe.

Imagologie. Interculturalité et didactique, n°1, mai 1998

Revue semestrielle, Institut des Langues étrangères, Université d'Oran

Au sommaire de cette nouvelle publication, des études sur les visions et images de l'Algérie en Allemagne, les problèmes du plurilinguisme et de l'enseignement de l'espagnol et de l'anglais ainsi que deux travaux sur la littérature maghrébine et le cinéma colonial.

Expressions, n°5, janvier 1998

Revue de l'Institut des Langues Etrangères, Université de Constantine

Les sciences du langage dans l'enseignement des langues étrangères

Didacstyles, n°1, juin 1998

Revue de l'Institut des Langues Etrangères, Université de Blida

Se veut le point de rencontre «des différentes pratiques pédagogiques au sein de l'I.L.E. au niveau national.»

IDARA, vol. 8, n°1, 1998

Revue de l'Ecole nationale d'administration, Alger

Faut-il croire que l'absence de revues spécialisées traduit l'absence de débat sur le fonctionnement de l'administration en général et de la science administrative et/ou du droit administratif en particulier, dans notre pays ? Il n'est pas question d'aller jusque là. En tout état de cause, la régularité de la publication d'**IDARA** est réconfortante et comble un peu les difficultés de parution que continue de subir la vénérable *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*.

Six études sont présentées dans cette livraison dans des domaines aussi divers que «*la réforme administrative*» (M. Oukil), «*la loi sur la privatisation*» (B. Filali, F. Fettat et A. Boucenda), «*l'intégration régionale en Afrique*» (A. Kerdoun), «*l'acte sous seing privé et les transactions immobilières*» (N. Younsi-Haddad), «*la révision constitutionnelle*» (I. Boukraa) et «*le Médiateur de la République*» (R. Khelloufi). Sont également présentés la problématique et les résumés de trois interventions faites lors de la journée d'études sur «*Services publics et économie de marché*» organisée à l'E.N.A. le 25 mai 1998 et dont il est promis la publication des actes.

Comment rendre notre administration performante et capable d'affronter les défis du XXI^e siècle ? s'interroge M. Oukil, qui explique comment une administration performante est essentielle dans le développement d'un pays.

L'article de R. Khelloufi sur le «*Médiateur de la République*» est une excellente leçon de choses. A partir d'une lecture critique des textes instituant le Médiateur de la République dans notre pays, l'A. s'interroge sur la réalité de cette institution et invite le lecteur à comprendre les mécanismes qui concourent à l'élaboration d'un texte réglementaire. Chaque article des décrets présidentiels est analysé et décortiqué. La création de cette institution était inscrite dans le programme du Président de la République et la source d'inspiration est évidente. Mais, sa transposition dans le paysage politique et administratif algérien s'est traduite par quelques altérations au nom de nos spécificités. La place de la médiation dans nos institutions est examinée à partir de deux questions : comment fonctionne la médiation et quels sont ses champs et moyens d'intervention ? Quel est le statut du médiateur ? La lecture critique des textes et l'analyse lexicale à laquelle s'est livrée l'A. montre bien que rien n'est simple.

Par delà la lecture normative, si critique soit-elle de ces textes, une question reste pendante : l'institution d'un médiateur répond-elle à une demande sociale ? De fait, en France et en Suède qui sont les deux exemples les plus prégnants et les plus proches, l'institution du Médiateur s'inscrit dans une perspective claire et constante d'amélioration des rapports entre l'administration et l'administré ; elle constitue un acquis pour ces derniers dans leurs conflits avec l'administration. L'A. porte son analyse au plus fin en relevant bien que le médiateur est une institution du pouvoir exécutif, il est qualifié négativement (*instance non juridictionnelle*). Mis en place pour dresser un examen critique du système administratif, le médiateur, sur le plan fonctionnel, a finalement un domaine d'intervention et des règles restreints, et ses moyens d'investigation sont limités. L'A. montre aussi que de par sa dépendance vis-à-vis du Président, la qualification de son statut est ambiguë et discutable mais il se rattache au pouvoir exécutif. Enfin, ses actes sont des décisions imparfaites.

Le sentiment qui se dégage de la lecture de l'article de R. Khelloufi est que, chez nous, le médiateur est appelé à fonctionner comme une sorte de paratonnerre. Dernier recours du citoyen perdu dans les arcanes de la bureaucratie, le médiateur reçoit et écoute. Les communiqués de presse des «délégués de wilaya» (que l'A. n'évoque pas) décrivent parfaitement ce que l'administration attend de cette nouvelle structure. A ce commentaire de texte il aura manqué l'épaisseur historique et humaine. Les campagnes contre la bureaucratie initiée par l'Administration elle-même, l'existence et le fonctionnement d'un médiateur de wilaya avant 1996 ont peut-être constitué des expériences dont il n'aura certainement été tiré aucune leçon lors de la création de la médiation de la République. D'autre part, les déclarations du médiateur de la République, la qualité des délégués de wilayas, les conflits qui ont éclaté ça et là à l'occasion de leur nomination, le fait que certains

d'entre eux aient accepté l'investiture partisane pour la députation, montrent que le chemin est encore long qui conduirait le médiateur vers l'indépendance et vers «*des attributions et des prérogatives à la hauteur d'une mission dont l'objectif principal est de rappeler à l'Administration qu'elle est avant tout un Service Public.*»

Fouad Soufi

Naqd, revue d'études et de critique sociale, n°11, Printemps 1998
Revue périodique publiée par la Société d'Édition et d'Animation Scientifique et Culturelle, Alger

Pour sa reparution, la revue **Naqd** nous propose une série d'études sur *Intellectuels et pouvoirs au Maghreb. Itinéraires pluriels*. Thème d'actualité dans notre société où les intellectuels sont toujours fascinés par le (les) pouvoir. Onze itinéraires sont présentés : quatre marocains, cinq algériens, un égyptien et un libanais ; onze expériences personnelles dont il est difficile à établir le lien entre elles. Les rapports entre un Bénali Fekar qui présente à Lyon deux thèses, en 1908 et en 1910, sur le droit musulman et Cheikh el Okbi dont Sadek Sellam fait un peu rapidement, à mon humble avis, «un précurseur d'une laïcité islamique» ne me paraissent pas évidents. Par contre, la lecture que fait Hadi Chalabi des thèses de B. Fekar montre leur richesse, leur actualité et mais d'abord et surtout leur insertion dans les débats de leur époque. Par contre, la filiation avec les courants assimilationnistes et F. Abbas restent à développer pour être convaincants. Mais une question lancinante hante le lecteur, celle de la tentation de l'anachronisme dans l'étude que l'on peut faire des positions de B. Fekar, Cheikh el Okbi et même Mubarak el Mili. Rechercher à tout prix ou presque, des positions nationalistes dans toutes les positions de principe n'est peut-être pas évident surtout chez les deux premiers. Cheikh el Okbi reste malgré tout un personnage mal connu, surtout après 1939. La lecture de son journal **El Islah** des années 1940, aurait certainement permis d'ouvrir quelques voies de recherches sur cette personnalité. Mais la question essentielle est de savoir si les concepts *modernité* et *laïcité* tels qu'usités aujourd'hui, sont compris de la même manière par nos intellectuels d'antan ? Ont-ils la même charge hier et aujourd'hui ? Le premier a vécu l'Etat colonial triomphant, il ne peut être que de son temps et partager les angoisses et les débats de son temps. Le second a vécu l'Etat colonial finissant. Aussi, sonder l'imaginaire de ces deux intellectuels, c'est aussi aller au-delà des discours et des écrits. Lemnour Merrouche est, par contre, plus prudent dans son article sur Mubarak el Mili. L'oeuvre de cet historien, malgré toutes les difficultés qu'il eut pour accéder aux sources, est, entre autres sur la question de notre histoire pré-islamique, certainement plus moderne dans son questionnement que celles de certains de nos historiens contemporains. Abderrahmane Moussaoui démonte, dans son étude d'un cheikh de zawaya, Sidi Brahim, et ses démêlés avec non seulement l'administration coloniale mais également avec les familles maraboutiques de Kenadsa, au début du siècle, le problème de

l'intellectuel traditionaliste, qu'il présente comme étant le «*détenteur de la parole autorisée*». Alors qu'El Ayadi décrit de façon magistrale l'itinéraire d'un enseignant (Abdeslam Yacine) devenu guide suprême du mouvement islamiste marocain, Ahmed Boukous par l'exemple de Mohamed Mokhtar Soussi, essaie de comprendre la posture d'un intellectuel traditionaliste rural marocain mort en 1963, face non seulement au système colonial avant 1956, mais également face à l'élite citadine et à la question identitaire.

Fouad Soufi

Santé Publique et Sciences Sociales, n°1, Juin 1998

Revue semestrielle publiée par la Société Prévenir, Oran

Eclairages multiples : Anthrologie, Epidémiologie, Santé Publique

Revue du Ce.NEAP, Analyse et prospective. n°12, 1998. Alger

Ce numéro est consacré à des communications présentées lors du colloque international, «Décentralisation et problématique du Financement du développement local» organisé à Alger en octobre 1990. L'expérience algérienne est confrontée aux expériences tunisienne, marocaine, française, belge et allemande. Ressources et fiscalités locales, finances locales et développement constituent les thèmes principaux des communications des praticiens et des chercheurs.

Revue des collectivités locales, n°1, 1998

Publication périodique, Ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Environnement, Editions Internationales, Alger

Prenant la suite de la défunte «Vie des collectivités locales», cette nouvelle publication consacre son dossier à «*La commune en mutation*».

S'ouvrant sur l'édition des directives présidentielles n°9 et 10, le dossier débute par une chronique qui passe en revue les modifications récentes apportées par les textes réglementaires relatifs au fonctionnement des collectivités locales (C. Bennadji). Dans son article intitulé «*La commune entre acteurs et système*», M. Serradj s'interroge sur l'avenir de cette «cellule de base» face au nouveau contexte de la vie politique nationale. Quant à R. Djiar, il rappelle le «désordre dans lequel s'opère l'urbanisation» en Algérie. Soulignant le dilemme (?) existant entre l'urbaniste et l'élu local à propos de la pratique urbanistique, l'A. avance quelques propositions pour un «nouvel urbanisme local». Célébrant le trentenaire de la commune, ce dossier se termine par une bibliographie des mémoires et thèses soutenus à l'Université d'Alger.

Abed Bendjelid

Bulletin des sciences géographiques

Publication semestrielle de l'Institut National de Cartographie, Alger. n°1, 1998

Au sommaire du premier numéro, la présentation de l'INC, un article de Marc Côte intitulé *approches de la régionalisation en Algérie* ; et des études

sur la photogrammétrie numérique, la toponymie et sa transcription cartographique, le bornage de la frontière algéro-tunisienne...

n°2, octobre 1998

Les systèmes d'information géographique (S.I.G.) : développement et perspectives, la B.D. topographique, les bases géodésiques et classements automatiques des toponymes.

Repères

Revue mensuelle publiée par les Editions Marinoor

Les éditions Marinoor poursuivent leur politique de mise à la disposition du lectorat algérien de textes parus dans différentes publications qui lui sont inaccessibles. La lecture des textes gagnerait beaucoup si ces derniers étaient datés et leur origine signalée. Sont parus en 1997 :

Repères n°5 : L'enjeu de l'eau

L'eau, thème dont la dimension plurielle est au centre de multiples enjeux, offre ici la pertinence d'une compilation de textes divers publiés dès les années 1970 (Etude Bechtel, 1971 ; L'hydraulique au service du développement du Sud ; Charte Nationale, 1976).

Autour de la problématique de la répartition ou du partage inégal de l'eau à différentes échelles, deux parties constituent la revue. Au niveau mondial, cette inégalité ouvre le champ de la bataille géopolitique en situant les points chauds au Maghreb et au Moyen-Orient. A ce titre, et pour éviter le pire, Hédi Dhokhar (*l'enjeu de l'eau*) en donne un aperçu et rapporte l'information d'une *mobilisation générale* initiée par la Banque Mondiale par le truchement de la Conférence régionale sur l'eau en 1997. *Des options de développement hydraulique* sont envisagées dans une étude sur *le dessalement de l'eau de mer et des eaux saumâtres au Proche Orient (Jordanie, Palestine, Israël)*. A l'échelle planétaire, Anne Bauer (*Pas assez d'eau pour tous ?*) s'inscrit dans cette même vision et conclut à la nécessité de *se tourner vers le réservoir le plus abondant qui soit : la mer*.

Quatre articles sont consacrés à l'Algérie qui avec ses 272 millions de m³ par an et par habitant, figure parmi les pays les plus menacés selon Rémy Sadoux (*La ruée vers l'eau*). R. Arrus (*La bataille de l'eau*), et J. J. Pérennès (*L'eau et le développement agricole, un défi majeur*), dans un même ordre de réflexion, lient le problème de l'eau en Algérie à l'héritage colonial. Marc Côte, enfin, (*Régions humides et désert*) décrit les grandes lignes de la géographie et du climat de l'Algérie pour expliquer la spécificité d'une forte contrainte due à *des gradients inversés*

La connaissance de l'eau, comme ressource à surveiller, est une recommandation qui apparaît dans les articles de Joël Mallevalle et Thierry Chambolle (*La qualité de l'eau*), Jean Margat (*Les gisements d'eau souterraine*), Hamlyn G. Jones (*L'irrigation du futur*). Un dossier, en complément intègre d'une part le gaspillage relatif à l'évacuation des eaux de pluie dans la ville (Michel Desbordes, Jean-Claude Deutsch, Antoine Frérot), et d'autre part le comportement de l'organisme face au besoin de boire

(Stylianos Nicolaidis : *la soif*), sans doute une façon encore plus alarmiste de partager une inquiétude inégalement vécue.

Ammara Bekkouche

Repères n°6 : Virtuel et nouvelles technologies ; 16 textes d'auteurs européens et américains.

Repères n°7 : Identité entre histoire et sociologie ; Textes d'Abdelkrim Khatibi, Muhsin Mahdi, Jean-Paul Charnay et Mohamed Yacoub.

Repères n°8 : Marxisme et socialisme du futur ; 17 textes d'auteurs européens.

Repères n°9 : Démocratie. Questions et réponses

Réflexions, 4, 1998

Casbah Editions, Alger

Messali Hadj (1898-1998), Parcours et témoignages

Malgré la régularité de ses livraisons, *Réflexions* est en fait une collection. Casbah Editions réunit des études autour d'un thème particulier. Pour commémorer le centième anniversaire de la naissance de Messali Hadj, ont été rassemblés études, témoignages et documents. La place de Messali Hadj dans notre histoire contemporaine pose encore de gros soucis tant aux historiens qu'au grand public. Ali Haroun fait le point de ce parcours tumultueux, dans lequel la part du vécu recoupe l'essai d'histoire. Benjamin Stora présente les 17 cahiers dans lesquels Messali a consigné ses mémoires et en montre la portée et les limites de ce document. De son côté, Ali Guenoun, essaie de faire un état des relations que Messali eut avec les berbéro-nationalistes. Grande question d'histoire, s'il en est, que cette crise de 1949 mais sur laquelle Ali Guenoun - dans une étude pourtant assez fouillée, ne présente malheureusement pas toute la bibliographie. Hassan Remaoun fait pour sa part, le point des Evénements du 8 mai 1945. Les témoignages ardents d'Ammar Nedjar, Mohamed Mestoul, Moulay Merbah, Omar Oussedik et Ahmed Bouda vont peut-être au-delà du souhait d'Ali Haroun : « *pour le meilleur et pour le moins bon, Messali appartient à notre histoire nationale* ». Enfin, comme le conclut si bien B. Stora, « *la reconquête d'une Mémoire collective pleine et entière ne constitue pas un paramètre mineur ou périphérique : elle participe à un ensemble d'enjeux fondamentaux qui déterminent le visage de la société algérienne à venir.* » Mais le plus important est que, désormais, ce numéro de *Réflexions* est incontournable pour les historiens qui s'attachent à prendre en charge l'histoire du Mouvement national et de la Révolution de 1954, et ce n'est pas là son moindre mérite.

Fouad Soufi

Eria, n°38, 1995

Revista cuatrimestral de geografía, universidad de Oviedo, Espana

La publication d'un numéro d'une revue scientifique espagnole consacrée au Maghreb est un événement plaisant qui atteste de l'intérêt que porte désormais la recherche espagnole à nos pays. Ainsi, pour son numéro 38 coordonné par A. C. Amsalem, le conseil de rédaction d'Eria a fait appel à cinq chercheurs algériens, espagnols, français et marocains pour présenter des travaux sur le Maghreb et ce à la mémoire de l'éminent géographe français Jean Dresch.

Suivant un fil conducteur analysant les changements récents et les inégalités induites, ces articles portent sur les villes (A. Kaioua, A. Prenant, B. Semmoud), les campagnes (P. Lenormand) et les migration, (A. Cohen). Synthétisant d'autres travaux, la publication de ces articles apparaît comme une mise au point utile pour le lectorat de langue espagnole, même si la Tunisie.. et les autres pays du Maghreb sont oubliés.

Abed Bendjelid